

## Développement, pauvreté

# Afrique : la montée de l'insécurité

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: B\*10133 Ex: 1

« La pauvreté a une fonction labellisante, elle étiquette les catégories sur lesquelles on a le moins prise. » Avec la crise économique, l'appauvrissement bouleverse les relations inter-ethniques, le système foncier traditionnel et les migrations.

Entretien avec  
**Jean-Pierre Chauveau**  
Sociologue à l'Orstom\*

**Courrier de la planète : Pourquoi la pauvreté devient-elle une question incontournable dans les politiques de développement et les institutions qui s'occupent de développement ?**

**J**ean-Pierre Chauveau : Cette question s'inscrit dans une autre : ce n'est plus seulement la pauvreté qui est en question, ce sont les politiques de développement. C'est parce que la conception de la pauvreté a changé en même temps que celle du développement que la pauvreté devient une question incontournable. J'ai l'impression que l'on ne parle plus de politique de développement, ni même d'institutions de développement. On parle de politique économique. Les interventions sont de plus en plus d'ordre macro-économique. De la même façon, il n'y a plus vraiment d'institutions du développement ni de projets de développement, mais des ministères techniques, des bailleurs de fonds d'un côté et, de l'autre, des organisations non gouvernementales et des organismes humanitaires. Il existe un véritable hiatus entre la théorie de la croissance et la théorie du développement. En caricaturant un peu, on peut dire que le développement, c'est ce qui reste quand on a pensé en termes de croissance mondialisée ; ce qui reste, c'est le problème humain. Le déve-

veloppement perd de sa substance au profit de considérations économicistes comme la croissance. A l'inverse, on voit réapparaître des idées bateau comme la dimension culturelle de la croissance. Pour l'Afrique, par exemple, on parle de tirer les leçons de l'expansion asiatique, on parle d'ajustement culturel. Comment faire pour que le fonctionnement des cultures africaines soit favorable au développement ? Les meilleurs défenseurs de cette manière de voir sont d'ailleurs certains intellectuels africains : « *Nous devons devenir normaux* », disent-ils.

Tout énoncé sur la pauvreté renvoie à un contexte donné. Dans les discours de développement, on parle en général des groupes « les plus pauvres », « les plus défavorisés ». Ce sont là des catégories toutes faites. La

pauvreté a ainsi une fonction labellisante, elle étiquette les catégories sur lesquelles on a le moins prise. En Afrique, par exemple, ce sont les pasteurs, qui ont toujours posé problème depuis l'époque coloniale. On n'a jamais su comment les insérer dans un schéma d'aménagement ou de

développement rationnel. Les femmes constituent une autre catégorie toute faite. Les jeunes également, en particulier à cause de la question de l'emploi. Le travail des jeunes est un problème en ville, bien sûr, mais aussi dans les campagnes où les terres disponibles sont de moins en moins nombreuses. Quelle politique foncière adopter ? En Côte d'Ivoire, on essaye d'installer les jeunes sur des terres en jachère, on veut

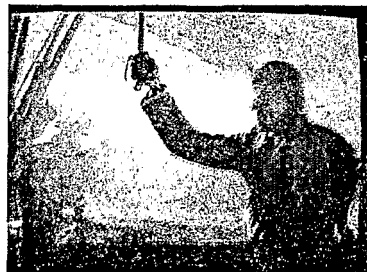
réformer les droits traditionnels dans ce sens. On le voit, ces catégories ne sont pas tant pertinentes en termes de pauvreté qu'en termes d'intervention et d'intégration.

**CdP : A quel moment apparaît-il nécessaire de faire des pauvres une catégorie à part pour les gouverner comme tels ?**

**J.-P. C. :** Après la guerre, les Européens parlaient de « relèvement » des paysannes africaines. La catégorie de pauvres ne faisait pas tellement sens pour comprendre le problème de la paysannerie, en Afrique en tout cas. On savait que les paysans n'étaient pas riches, mais ils avaient une « économie morale » à eux qui leur permettait de s'adapter, du moins on le croyait. On tenait de grands débats pour savoir si les paysans étaient retardataires ou si au contraire ils s'adaptaient facilement. Le thème de la pauvreté est aujourd'hui lié à l'émergence et à l'importance croissante de la question urbaine, qui accapare maintenant presque totalement l'attention des bailleurs de fonds.

**CdP : On ne parle donc des pauvres ruraux que par contre-coup ?**

**J.-P. C. :** Jusque dans les années 1950, l'Afrique avait un statut très particulier dans les conventions internationales. La plupart des pays africains étaient encore colonisés. On ne s'intéressait pas tant à l'Afrique qu'à la colonisation. On ne traitait d'ailleurs pas avec les Africains, mais avec les colons. Cela a biaisé la réflexion sur le paysannat africain. On n'analysait pas la question rurale en termes de pauvreté. En Afrique, ce n'est qu'avec l'émergence de la question urbaine que l'on a fait des pauvres une catégorie. Le seul phénomène intéressant, dit-on, c'est la



Fonds Documentaire ORSTOM



010010133

mégapolitisation de l'Afrique. Pour la Banque mondiale comme pour la Caisse française de développement, travailler sur le milieu rural est dépassé. L'important serait de voir comment les villes peuvent entraîner les campagnes. On en revient à la dichotomie urbain/rural, en inversant le sens de l'effet d'entraînement, alors que cette dichotomie ne permet pas de comprendre les problèmes. Le gens combinent ressources rurales et urbaines, villes et campagnes sont complètement liées.

**CdP : Est-ce parce que les pauvres des villes présentent un danger que la grande question est de savoir comment les gérer économiquement et politiquement ?**

**J.-P. C. :** Il est clair que les programmes « ciblés » vers les pauvres traduisent la crainte qu'ils inspirent. Dans les villes africaines, ce ne sont pas les Blancs qui ont peur, ce sont surtout les Africains qui ont du travail. Pas seulement les bourgeois ; à Abidjan, c'est sans doute dans les quartiers populaires que le sentiment d'insécurité est le plus fort. L'idée que le pauvre peut être dangereux oriente incontestablement la question de la pauvreté. Mais dans beaucoup de pays d'Afrique, l'insécurité grandit également en milieu rural. Les routes sont de plus en plus souvent coupées. Les agressions se multiplient dans les gros bourgs, lieux d'intense activité commerciale et de

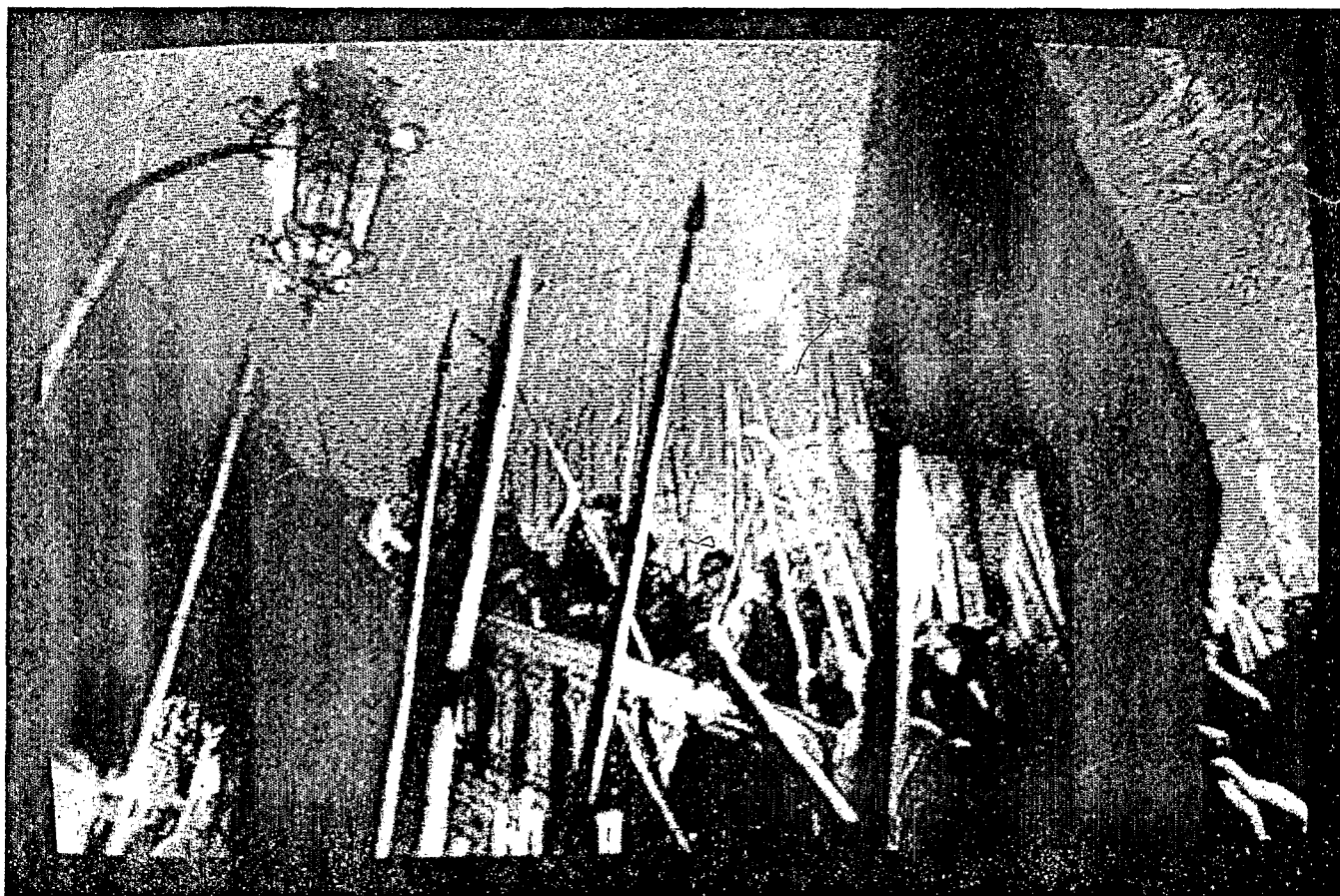
concentration d'argent, centres de regroupement des produits, points de passage ou d'établissement pour les migrants et les étrangers. C'est là que ceux qui tirent leur épingle du jeu diversifient leurs activités, notamment dans l'investissement immobilier. L'Etat y est moins présent que dans les capitales. En revanche, des milices villageoises s'organisent, comme dans les quartiers populaires des grandes villes. Le gros village ou le quartier organise des milices, mais très souvent ce ne sont pas des gens du quartier qui les composent, ce sont des gens qui n'ont pas d'emploi ou ont un emploi précaire. Certaines corporations en tirent un grand profit, comme les fameux chasseurs Sénoufo qui constituent des milices, en ville comme à la campagne. Ils interviennent ainsi dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs. La généralisation des milices montre à quel point le sentiment d'insécurité est quotidien, y compris dans les campagnes.

L'insécurité en milieu rural se nourrit également du retour dans les villages de ceux qui ne réussissent pas à trouver une place en ville ou qui sont licenciés. Cela concerne un nombre significatif de personnes, difficile d'ailleurs à évaluer. Les « retours au village » posent des problèmes, parce que les gens ont beaucoup de mal à se réinsérer dans la vie locale. Ils sont malgré eux des fauteurs de trouble. Ils provoquent en parti-

culier une dégradation des rapports inter-ethniques en voulant récupérer la terre cédée aux étrangers dans le passé. Ils demandent une renégociation des conventions passées. A mon sens, la pauvreté est indirectement mais très fortement liée à la question des migrations et des rapports entre nationaux et étrangers, entre nationaux de longue date et nationaux de souche récente. L'ampleur des mouvements de population est en effet une des particularités de l'Afrique. Aucun autre continent n'a connu de migrations aussi massives, étalées sur des décennies. Elles se sont généralement déroulées dans le calme, mais aujourd'hui, la xénophobie est évidente. Or les migrations sont indispensables aux sociétés africaines. Elles permettent d'exporter du travail et d'obtenir en retour des revenus, elles permettent aussi un apport en force de travail et bénéficient par bien des aspects au pays d'accueil. Si le climat devenait moins favorable aux migrations, cette source de revenus pourrait se contracter - et aggraver la pauvreté. ■

\* Laboratoire LEA  
BP 5045  
34032 Montpellier cedex 1.  
Tél. : 04 67 63 69 71.  
Fax : 04 67 63 87 78.

*Propos recueillis par François Lerin*



PHOTOS : F. LERIN